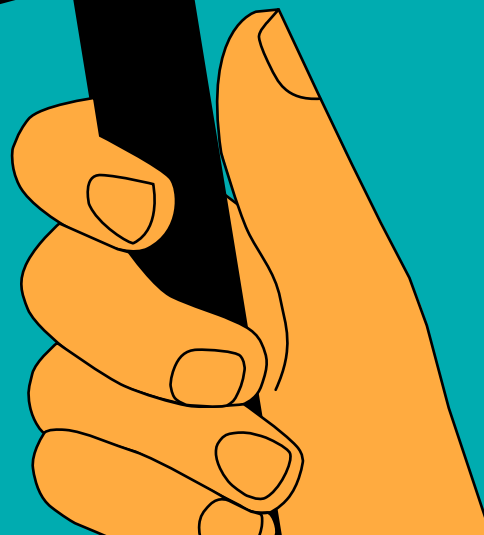


DEMAIN TOUS E-CITOYENS ?

Ensemble pour une **citoyenneté inclusive**
à l'ère du numérique



Édito

Se réunir pour mieux agir

Depuis plusieurs décennies, nous nous mobilisons contre l'exclusion des personnes en situation de précarité.

Sur l'ensemble du territoire, dans nos différentes structures, nous agissons sur le terrain pour lutter contre la misère et garantir à chacun un égal accès aux droits et aux biens et services essentiels. Nous œuvrons à **faire entendre la voix des plus démunis**, des invisibles, pour leur permettre d'occuper une place juste et digne dans notre société.

Dans la continuité de ce combat, nous sommes rassemblés autour d'un double constat : le numérique, désormais omniprésent dans nos vies, bouleverse durablement notre rapport au monde, aux autres, aux institutions. **Mais il ne tient pas toutes ses promesses, en particulier vis-à-vis des plus démunis.**

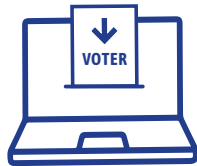
À l'heure où certains pays ont adopté le vote en ligne, où la France dématérialise ses services publics et où de plus en plus de consultations citoyennes exploitent l'outil numérique, nous souhaitons nous interroger sur le rôle que nous pouvons jouer dans l'évolution des pratiques citoyennes à l'ère numérique. Et s'il fallait, dès maintenant, que les acteurs de la justice sociale et de la lutte contre la pauvreté s'emparent collectivement du phénomène e-citoyen pour penser et actionner les leviers de son universalité ? Et si les acteurs du monde associatif et de la Civic Tech se réunissaient pour créer les conditions d'une citoyenneté inclusive à l'ère du numérique ?

Pour que le numérique donne l'opportunité à TOUS les citoyens d'exercer leurs droits, et d'exprimer leurs voix, nous partageons ici les premières bases d'une réflexion et d'un engagement que nous souhaitons collectif.

ATD Quart Monde, Emmaüs Connect, Emmaüs France, la Fédération des Acteurs de la Solidarité, le Médialab de SciencesPo Paris

Et si le défi de l'e-citoyenneté

était l'universalité ?



1. Et si l'e-citoyenneté était partie pour durer ?

... sans TOUS les citoyens

1. Démocratie 2.0 : tour d'horizon des pratiques citoyennes en ligne.
2. La fabrique de l'e-citoyenneté : les outils et acteurs à l'œuvre.
3. Les oubliés de l'e-citoyenneté : premiers freins identifiés pour une e-citoyenneté inclusive.



2. Et si l'e-citoyenneté n'était pas sans danger ?

... pour les publics fragiles

1. Précarité et exclusion numérique : le danger de ne pas faire entendre toutes les voix.
2. Niveau de vie et participation citoyenne : une défiance toute particulière aux classes populaires.
3. Précarité et sécurité numérique : des risques aggravés pour les publics précaires.

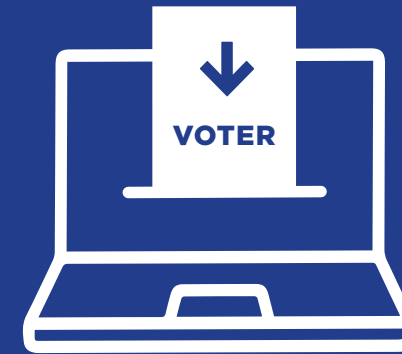


3. Et si nous reconnectons l'e-citoyenneté à la réalité ?

... du plus grand nombre

1. Pour une meilleure adaptation des dispositifs numériques.
2. Pour une intégration réussie des publics précaires dans les consultations citoyennes.
3. Pour une plus forte prévention des risques liés au numérique (santé mentale, données personnelles...).
4. Pour une meilleure reconnaissance des expériences de toutes et tous.

1. Et si ...



l'e-citoyenneté était partie pour durer ?

... sans **TOUS** les citoyens

Dans le cadre d'une tendance globale à plus de démocratie participative, l'espace numérique accueille de plus en plus de pratiques citoyennes. Quels sont les usages, les outils, les acteurs qui façonnent l'e-citoyenneté ? Tour d'horizon pour comprendre dans quelle mesure les exclus du numériques risquent d'y perdre leur voix.

1.1 Démocratie 2.0 :

Tour d'horizon des pratiques citoyennes en ligne

En une quinzaine d'années, l'apparition de multiples canaux numériques a transformé les façons de :

s'informer

Médias en ligne et réseaux sociaux multiplient les sources, les accès et leviers de diffusion de l'information.

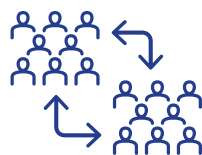
(se) mobiliser

Les outils numériques permettent la création de groupes actifs dans les espaces démocratiques virtuels et physiques.

(se) concerter/décider

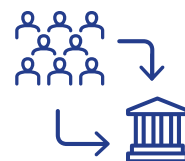
Votes, questionnaires, formulaires, enquêtes en ligne : tous les formats participatifs, le traitement et la diffusion des résultats sont facilités par le numérique.

Modifiant les modes collectifs d'organisation et de participation :



entre citoyens

Le numérique facilite et augmente la diffusion des prises de parole et des recueils d'avis, favorisant ainsi les dynamiques participatives horizontales ou vers les institutions. Une tendance délibérative nouvelle qui grandit en parallèle d'un mouvement pourtant inverse vers une forte abstention et une défiance croissante vis-à-vis des institutions démocratiques.



des citoyens vers les institutions



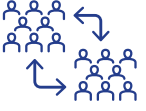














des institutions vers les citoyens

Certains modèles participatifs sont désormais inscrits dans la loi et les collectivités s'approprient de manière croissante le sujet.

1.2 La fabrique de l'e-citoyenneté

Les outils et acteurs à l'œuvre

La citoyenneté en ligne se développe autant avec des outils qui lui sont dédiés qu'avec des réseaux ou sites plus généralistes.

	s'informer	(se) mobiliser	(se) concerter	décider
	<p>Journaux et sites d'information</p> 	<p>Crowdfunding pour des associations et initiatives citoyennes</p> 	<p>L'acte de consommation comme engagement citoyen</p> 	<p>Plateformes / réseaux d'entraide et de mise en relation</p> 
	<p>Réseaux sociaux</p> 	<p>Encouragement au bénévolat</p> 	<p>Communautés et réseaux de mobilisation</p> 	<p>Outils de cartographie participative</p> 
	<p>Transparence et ouverture des données publiques</p> 	<p>Plateformes de pétition en ligne</p> 	<p>Outils de dialogue, vote et concertation</p> 	
	<p>Contrôle de l'action publique</p> 			



Gilets Jaunes, Marche pour le Climat, Convoi de la liberté, etc. : les outils numériques sont à l'origine de nouvelles formes massives de mobilisations qui émergent en dehors des circuits traditionnels.



Ma France 2022, Primaire Populaire, NotreNouvelleVie, le Jour d'Après etc : d'où qu'elles viennent, les initiatives de consultations citoyennes contribuent à mettre sur le devant de la scène certaines revendications et à façonner l'agenda politique et médiatique.



Les collectivités utilisent désormais officiellement les outils numériques pour impliquer davantage les citoyens : concertations sur l'aménagement, consultations sur le cadre de vie, budgets ou financements participatifs, partages de data, afin d'encourager le dialogue avec les habitants et de redynamiser la vie démocratique locale.

1.3 Les oubliés de l'e-citoyenneté :

Premiers freins identifiés pour une e-citoyenneté inclusive

L'e-citoyenneté est une réalité indéniable et une aspiration montante dont les publics précaires semblent en partie exclus.



Un manque de volonté politique ?

En pratique, les institutions semblent peu enclines à donner la parole aux personnes en difficulté.

« Les préoccupations des plus pauvres, retraites, pouvoir d'achat, sont trop importantes pour être adressées via les dispositifs numériques. Et les institutions n'ont pas intérêt à laisser la parole aux plus pauvres sur ces sujets.



Un manque d'accessibilité ?

Les barrières à l'accès, et donc les « coûts de participation » sont plus importants pour les plus précaires du fait de dispositifs peu adaptés à leurs usages et contraintes.

« Pour les plus précaires, dont le quotidien est déjà contraint par de nombreux facteurs, participer à une consultation a un « coût » plus élevé que pour les autres citoyens. Et le numérique a ajouté une barrière supplémentaire pour ces populations.



Un manque de répondant ?

Au sein des classes populaires, le taux d'absentéisme est plus élevé, la méfiance vis-à-vis des politiques plus prononcée et les pratiques de mobilisation et d'expression plus éloignées du numérique.

« Il y a une prise de conscience sur la nécessité d'inclure davantage les publics précaires aux consultations et participations, mais il faut prendre en compte la défiance et les modes d'expression spécifiques.

2. Et si ...



l'e-citoyenneté n'était pas
sans **danger** ?

... pour les publics fragiles

L'espace numérique, en raison de ses barrières à l'entrée (nécessité de matériel, de compétences) est déjà un lieu d'inégalités. Celles-ci sont renforcées par le fait que les risques liés au temps d'écran, cyberharcèlement, et autres aspects sécuritaires semblent être plus élevés chez les populations précaires.

2.1 Précarité et exclusion numérique :

Le danger de ne pas faire entendre toutes les voix

Un problème d'accès, d'audience et de reconnaissance dans l'espace public et médiatique :

35% des Français ... en grande difficulté avec le numérique (*)

Faute d'équipements, de connaissances ou d'accès à une connexion, une partie de la population est privée de services de première nécessité, freinée dans ses démarches pour retrouver plus de stabilité.



(*) Source : Baromètre du Numérique 2021

Les mobilisations numériques citoyennes : une réalité en trompe-l'œil ?

Certains travaux de recherche questionnent la promesse d'accessibilité du numérique et mettent en avant les inégalités de classes sociales, les organisations très hiérarchiques et les idées jugées « réactionnaires » qui s'y développeraient. Les mobilisations citoyennes emblématiques comme « MeToo » ou les Printemps arabes seraient en réalité des « épiphénomènes », peu représentatifs de la réalité des réseaux sociaux.



La technologie était censée nous ouvrir les portes d'un espace politique égalitaire et horizontal, qui faciliterait la coordination de soulèvements spontanés. Les mobilisations citoyennes étaient à portée de clic, incarnées par des mouvements très médiatisés comme #OccupyWallStreet, #ArabSprings ou encore #WomensMarch. L'étude que j'ai menée en Caroline du Nord, auprès de collectifs de travailleurs mobilisés sur la question du syndicalisme, prouve le contraire. Ces hashtags sont l'arbre qui cache la forêt.
Jen Schradie

ZOOM - Dématérialisation et citoyenneté

Le numérique, facteur d'éloignement entre les services publics et une partie des citoyens

Dans le contexte de dématérialisation des services publics, de nombreux citoyens, a fortiori les plus précaires et ceux éloignés du numérique, sont dans l'incapacité d'accéder à leurs droits fondamentaux



En 2022, le Défenseur des Droits a alerté sur les **inégalités d'accès aux droits** provoquées par des procédures numérisées « à marche forcée ».

Tous les ans, **plus de 80%** des réclamations adressées au Défenseur des droits concernent les **difficultés liées aux services publics**.

Près d'**un Français sur quatre** exprime le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les pouvoirs publics.

Comme un obstacle parfois insurmontable pour les personnes en situation de précarité sociale, alors même que ce sont celles pour lesquelles l'accès aux droits sociaux et aux services publics revêt un caractère vital.

Le numérique, facteur d'aggravation du risque de « maltraitance institutionnelle » ?

Certaines associations comme ATD Quart Monde ont forgé la notion de « maltraitance institutionnelle », pour évoquer l'inadéquation entre les réponses des institutions et les besoins des personnes en situation de pauvreté. La dématérialisation des services publics contribue à aggraver ce risque.

2.2 Niveau de vie et participation citoyenne :

Des pratiques d'engagement spécifiques

Des traditions historiques : mouvement de grèves et syndicalisme

L'importance du collectif physique et de la mobilisation traditionnelle qui n'ont pas nécessairement pris le pli du numérique.

Je me suis beaucoup mobilisée pour la défense des services publics dans ma vie, grâce aux syndicats !

Des freins psycho-sociologiques : vulnérabilité et manque de légitimité

Une difficulté à prendre la parole et à considérer sa parole comme légitime, ainsi qu'une moindre capacité et légitimité à produire et diffuser des contenus numériques, y compris sur des plateformes populaires comme TikTok.

Les personnes les plus pauvres s'auto-disqualifient souvent elles-mêmes.

Un champ d'intervention restreint

Dans certains territoires et catégories sociales, le périmètre de mobilisation se limite à l'échelle de la famille ou du quartier.

Pour beaucoup de populations des quartiers, l'expression citoyenne est réduite au contact avec son voisin de palier. Ça ne va pas au-delà... sauf grâce au sport.

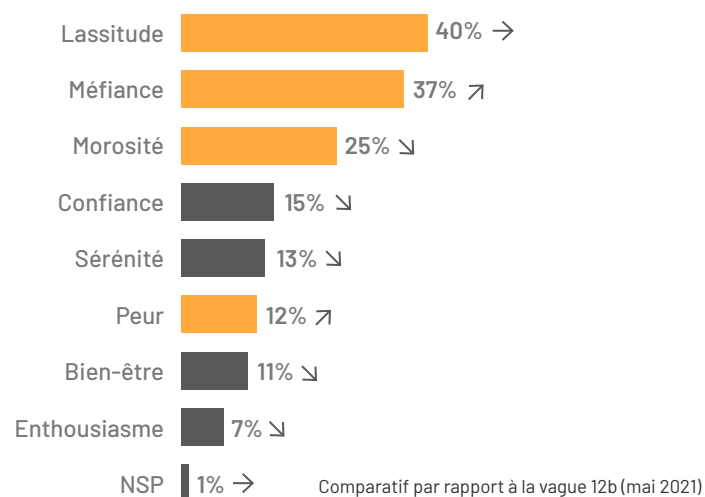
ZOOM - Abstention et désengagement :

Le numérique, facteur aggravant du climat de défiance

Face à un public méfiant et peu enclin à participer à la vie politique, le numérique ne semble pas faire office de remède miracle. Les dispositifs citoyens numériques peuvent même renforcer la défiance et l'abandon démocratique déjà mesurables des classes populaires.

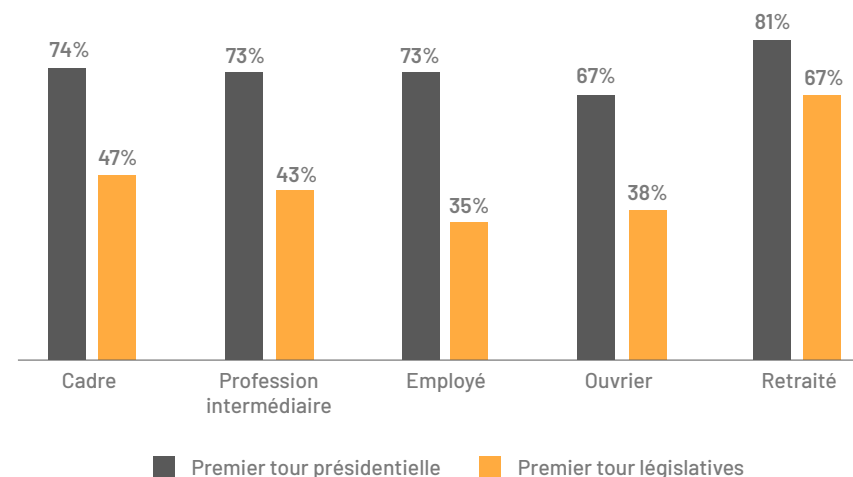
Un climat de défiance partagé au sein de la société française ...

Parmi les qualificatifs suivants, quels sont ceux qui caractérisent le mieux votre état d'esprit actuel ?



accentué au sein des classes populaires

Taux de participation lors du premier tour de la présidentielle (2022) et du premier tour des législatives (2022) en fonction de la catégorie socioprofessionnelle.



Sources : OpinionWay pour le CEVIPOF, « Baromètre de la confiance en politique » (vague 13, Janvier 2022) ; Fondation Jean Jaurès, Comprendre les logiques de l'abstention et leurs conséquences (Juin 2022).

2.3 Précarité et exclusion numérique :

Des risques aggravés pour les publics précaires

Les plus modestes semblent à la fois plus exposés et moins sensibilisés aux risques du numérique.

Aux risques pour la santé mentale liés au temps d'écran et au cyberharcèlement

Parents qui travaillent sur de plus grandes amplitudes horaires, enfants plus nombreux, des activités extrascolaires pas toujours accessibles : les enfants d'ouvriers ou d'employés sont plus enclins à être de gros consommateurs d'écrans que les enfants de cadres (respectivement 2,7 et 2 fois plus).



Source : INED, « Les enfants à l'épreuve du premier confinement », Populations et sociétés, 2021.

Aux problématiques liées aux fausses informations et théories du complot

La perméabilité aux théories du complot et fake news semble d'autant plus grande au sein des catégories sociales les plus défavorisées (cf. rapport Bronner), que l'attachement à la démocratie est faible (cf. rapport Jean Jaurès x Conspiracy Watch).

Les personnes affectées par un sentiment ou une crainte de précarisation, stigmatisation, déclassement sont particulièrement à risque de céder aux théories du complot ; les théories du complot leur offrent une grille de lecture du monde susceptible de conférer un sens à leur situation et de désigner une cause univoque aux injustices et menaces sociales dont elles sont victimes (...).

Source : Commission Bronner, Les lumières à l'ère numérique, 2022.

3. Et si ...



nous **reconnections**
l'e-citoyenneté à la réalité ?

... du plus grand nombre

Pour que le numérique soit une chance pour tous les citoyens et pour que la démocratie continue de s'exercer dans l'espace physique, sur tout le territoire et pour toute la population, voici une première liste de propositions.

3.1 Pour une meilleure adaptation des dispositifs numériques

Et si les institutions allaient davantage vers les publics ...

en alliant numérique et présentiel ?

- Privilégier des formats hybrides pour les consultations
- Utiliser les lieux de médiation numérique comme relais de dispositifs e-citoyens

“ Si nous n'allons pas à la rencontre des habitants, aucune chance pour qu'ils se mobilisent spontanément sur des enjeux de participation à l'échelle locale.

en repensant les formats ?

- Proposer des dispositifs multilingues
- Ne pas se limiter à l'expression écrite
- Partir des pratiques numériques existantes et se rapprocher des usages

et si les institutions donnaient VRAIMENT suite

- En assurant systématiquement une restitution et une diffusion des résultats
- En proposant un accompagnement pendant et après le processus

“ Il est essentiel d'entretenir la dynamique créée par la consultation pour ne pas laisser les choses « retomber ». Sinon, cela renforce encore le côté déceptif.

“ Trop de concertations n'ont pas de réelle prise sur le réel. Il est essentiel de les incarner dans des lieux, qui mettent en avant une scénographie citoyenne.

Lieu Commun Masaryk : inventer des modes de gestion plus collectifs



Lieux Communs, une approche de la 27ème région pour inventer des modes de coopération entre les habitants, les acteurs locaux et les institutions pour développer et valoriser les ressources locales.

Lieu Commun Masaryk : une expérimentation pilote menée à Sevrans de mars 2021 à juin 2023 en partenariat avec les bailleurs Vilogia et Cdc Habitat et la Ville de Sevrans. Son but : co-construire et expérimenter de nouvelles coopérations pour la programmation et la gestion en commun des locaux collectifs et résidentiels avec les acteurs du territoire.



ATD Quart Monde livre ici les clés essentielles pour réussir la participation de toutes et tous,

y compris de celles et ceux qui sont les plus exclus ou que l'on écoute le moins. Parmi les grandes propositions : rassurer sur la capacité à participer, faire venir les professionnels vers les personnes, rendre visible le travail réalisé, etc.

La gamification au service de la participation

« Nous privilégions de multiples supports pour encourager la participation, reposant sur l'oralité, les images, les vidéos... C'est essentiel pour ne pas perdre certains publics. »



« Jeux sérieux » proposés par la Commission Nationale du Débat Public pour mieux comprendre les enjeux de la construction d'éoliennes en mer au large de l'île d'Oléron.

3.2 Pour une intégration réussie

des publics précaires dans les consultations citoyennes

Et si on créait un numérique au service de la capacité d'agir ?

- En abordant les réels sujets de préoccupation des individus, qu'ils doivent eux-mêmes pouvoir proposer
- En créant des environnements numériques qui valorisent les savoir-faire formels et informels de chacun
- En abordant le numérique de manière détournée, comme un moyen au service de projets citoyens individuels et collectifs
- En repensant les lieux de la médiation numérique pour qu'ils abordent / qu'ils traitent plus largement les enjeux de citoyenneté
- En donnant la possibilité à chacun de s'exprimer sur ce qu'il attend du numérique au quotidien

Il faut réussir à dépasser la seule prise en compte de la dimension d'urgence sociale. La médiation sociale et la médiation numérique sont trop liées aujourd'hui. En réalité, la citoyenneté aussi est un besoin primaire !

Capacitation

[Définition]

Processus par lequel un individu ou un groupe acquiert les moyens de renforcer sa capacité d'action, de s'émanciper (Bacqué, 2005). Plus que la seule information ou formation, la capacitation donne accès aux ressources activables par les personnes pour répondre à leurs besoins, développer leurs propres pratiques et leurs pouvoirs d'agir.

Source : OUISHARE

Nous réfléchissons à faire de nos lieux d'accueil des lieux à l'approche plus large, afin d'aller au-delà de l'aide dans les démarches administratives et d'aborder les enjeux d'engagement, de mobilisation citoyenne.

Combattre les préjugés



Capital numérique une recherche-action sur les pratiques numériques de 200 habitants de 4 quartiers prioritaires de la politique de la ville (Bagnolet, Bobigny, Guyane, Besançon). **Trois grands constats** : les quartiers prioritaires ne sont pas des zones blanches de pratiques numériques ; le numérique amplifie des inégalités persistantes ; les quartiers prioritaires sont des creusets d'innovation.

« L'ingénierie du prétexte » :



L'antenne lyonnaise de **Synergie Family**, start-up d'innovation éducative et inclusive, a lancé le « national e-sport club », afin de faire du « e-sport » une porte d'entrée pour recréer du lien social et de la mobilisation citoyenne parmi les jeunes des QPV.

Objectiver l'expérience



De plus en plus d'initiatives permettent aux habitants de récolter leurs propres données afin d'augmenter leur capacité à s'exprimer et agir. **L'école des données** mène différentes expérimentations en ce sens.

Valoriser le savoir des personnes confrontées à la pauvreté



Le « **Croisement des savoirs** », processus développé par **ATD Quart Monde**, est une dynamique permettant de créer les conditions pour que le savoir issu de l'expérience de vie des personnes qui connaissent la pauvreté puisse dialoguer avec les savoirs scientifiques et professionnels.



Le **Conseil Régional des Personnes Accompagnées** est un **dispositif mis en place par la Fédération des acteurs de la solidarité**. Parce que la FAS considère que la **participation des personnes en situation de précarité est un principe incontournable dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques**, les CRPA sont des instances de rencontres, débats et propositions sur l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques dans des champs tels que l'hébergement ou l'insertion.

3.3 Pour une meilleure prévention des risques numériques

En informant, sensibilisant, formant spécifiquement les publics fragiles avec des outils dédiés à la participation citoyenne en ligne :

- Kit numérique du citoyen numérique
- Programme d'éducation citoyenne pour lutter contre la désinformation
- Sensibilisation aux discours de haine

Kit pédagogique du citoyen numérique

Des ressources et supports de formation en ligne sur quatre thématiques :

- Les droits sur internet ;
- La protection de la vie privée en ligne ;
- Le respect de la création ;
- L'utilisation raisonnée et citoyenne des écrans.



L'action d'Unis Cité sur la citoyenneté numérique : deux programmes clés



En 2022, en partenariat avec **Génération numérique**, formation de 1,500 jeunes volontaires en service civique et coordinateurs d'équipe aux enjeux de la citoyenneté numérique.



Mission de service civique lancée en 2018, permettant aux volontaires d'animer des interventions auprès d'enfants autour de plusieurs thèmes fondamentaux du numérique dont les débats autour de la **citoyenneté numérique**, l'usage éclairé et les critiques du numérique.

3.4 Pour une meilleure reconnaissance des expériences de toutes et de tous

Mettre en lumière le vécu de tous les citoyens



Lancée suite au mouvement social des « Gilets jaunes », l'association « **Rendez les doléances** » demande au gouvernement de tenir son engagement et de rendre disponible en ligne l'ensemble des « cahiers citoyens » mis à disposition dans les mairies en parallèle du Grand Débat National.

Diversifier la production médiatique et culturelle



L'association **LaToileBlanche** produit des films réalisés avec des publics en insertion et des équipes professionnelles, dans une démarche inspirée du compagnonnage.



Lab'On-ID Ce laboratoire de la participation des jeunes permet à des jeunes accompagnés par les Missions locales d'aller à la rencontre d'autres jeunes et de les motiver à s'engager dans leur vie de citoyens.



L'association **Atelier Vidéo Multimédia (AVM)** en Guyane forme des jeunes à devenir des chroniqueurs citoyens.

Et si, ensemble ... nous mobilisons

**nos forces et savoir-faire pour que,
à l'ère du numérique, la citoyenneté
soit à portée de toutes et de tous ?**

- **Faire du numérique un levier d'émancipation des publics fragiles** à la vie démocratique et citoyenne, plutôt qu'un nouveau levier d'exclusion
- **Penser de nouvelles manières pour rendre l'e-citoyenneté accessible à tous** et s'intéresser à TOUS les usages citoyens et numériques
- **Faire des acteurs de la médiation numérique et des experts de la e-citoyenneté**, les acteurs d'un accompagnement adapté aux plus précaires et présents partout sur le territoire.



Méthodologie

Nous les avons rencontrés :

Les acteurs de la Civic Tech :



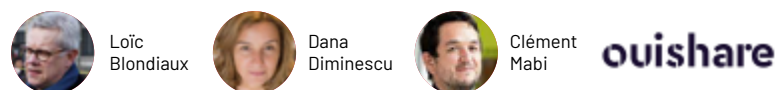
Les associations :



Les collectivités et acteurs publics :



Les experts académiques et think-tank :



Les entreprises :



Nous les avons interrogés sur :

Le phénomène e-citoyen : les pratiques, les usages, les tendances ? Quelles conséquences sur la démocratie ?

Exclusion numérique et exclusion sociale : interdépendance et accélération du phénomène ?

Des entretiens avec :

Les différentes **parties-prenantes**,

Les **bénéficiaires** des points d'accueil Emmaüs Connect

Les **bénévoles** Emmaüs

Ils ont contribué à l'étude

Thomas Annonier, Chargé de Développement économique, Numérique, Industries culturelles et Communication, Innovation économique - Est Ensemble

Jamel Arfi, Directeur - Régie de quartiers Trélazé

Mehdi Bensafi, Directeur - Synergie Family AURA

Louis-Marie Blanchard, Fondateur - Les citoyens pour le renouvellement de la démocratie

Loïc Blondiaux, Politologue et professeur - Université Paris I

Julie-Emmanuelle Bourgoin, Cheffe de projet renouvellement urbain - Est Ensemble

Benoît Chabrier, Délégué régional au numérique - Région Occitanie

Valentin Chaput, Co-fondateur - Open Source Politics

Sarra Cheklab, Chargée de mission RGPD, inclusion numérique et accès aux droits - Fédération des acteurs de la solidarité

Nathalie Crouzet, Responsable du service des missions d'appui - Fédération des acteurs de la solidarité

Christian Delachet, Co-fondateur - Wanted Community

Dana Diminescu, Sociologue, Maître de conférences à Telecom Paris

Dorian Dreuil, Co-président - A voté

Julien Dufetelle, Chargé de mission culture numérique à la direction de la Culture - Est Ensemble

Louis Durouille, Ancien fondateur- CIWIK

Vincent Enard, Directeur - Régie de quartiers Diagonales

Cabinet Paula Forteza, Députée des Français d'Amérique Latine et des Caraïbes

Denis Griponne, Président & co-fondateur - Kif Kif Vivre Ensemble

Hanieh Hadizadeh, Chargée de campagne et plaidoyer 2022 -Démocratie Ouverte

Michel Lansard, Responsable national du département numérique - ATD Quart Monde

Pauline Lebas, Directrice adjointe pôle innovation sociale - Croix Rouge

Clément Mabi, Sociologue

Solène Manouvrier, Responsable d'études et de plaidoyer - OuiShare

Mathilde Maulat, Consultante senior - Bluenove

Denis Pansu, Ancien directeur de programmes d'action Fing

Laurent Pasquier, Co-fondateur - "C'est qui le patron" & directeur - "Entre Parties Prenantes"

Caroline Scherrer Pincas, Responsable Développement Unis-Cité

Coline Serra, Référente logistique - Primaire Populaire

Caroline Span, Co-directrice, MedNum

Nicolas Turcat, Responsable du service éducation, inclusion numérique et services au public - Banque des Territoires

Amel Zenati, Conseillère municipale déléguée au service « Transition numérique et Stratégie de la Donnée » - Mairie de Grenoble.

Glossaire

Civic Tech

Ensemble des acteurs dont les procédés, outils et technologies proposés contribuent au fonctionnement démocratique des sociétés et des communautés, en visant à renforcer le rôle joué par les citoyens dans les débats et prises de décision.

E-citoyenneté

Ensemble des droits et des devoirs du citoyen pouvant s'exercer via les outils numériques.

Démocratie participative

Ensemble des dispositifs et des procédures qui permettent d'augmenter l'implication des citoyens dans la vie politique et d'accroître leur rôle dans les prises de décision.

Dématérialisation

Transformation d'un support d'information matériel en support numérique.

Médiation numérique

Ensemble de techniques permettant la mise en capacité de comprendre et de maîtriser le numérique, ses enjeux et ses usages.

Illectronisme

État d'une personne qui ne maîtrise pas les compétences nécessaires à l'utilisation et à la création des ressources numériques.